

M. Kniewasser ajoutait:

J'ai établi ces prévisions en fonction de déflateurs du produit national brut de 6 p. 100 au cours des cinq prochaines années et de 5 p. 100 au cours des cinq années suivantes. La formation brute de capital devra passer de 22 p. 100 à 26 p. 100 du produit national brut, ce qui représente un changement énorme dans la gestion financière. Nous devons produire plus, consommer moins, épargner plus et investir plus dans notre pays que jamais auparavant. Et plus que jamais, nous devons convaincre les étrangers d'investir leurs épargnes au Canada plutôt que dans leur propre pays.

Le Canada est devenu l'un des pays du monde qui requiert le plus de capitaux. Certains disent qu'il faut investir plus de \$130,000 dans une nouvelle entreprise pour créer un nouvel emploi au Canada. Le taux élevé des impôts et l'inflation persistante empêchent le public d'épargner et d'investir autant qu'il devrait le faire et l'épargne commerciale est elle aussi en mauvaise posture.

Les gouvernements, et peut-être aussi le public, y compris les syndicats, qui s'intéressent directement à la prospérité de l'entreprise, semblent attacher peu d'importance au problème que représente la formation de capital pour les sociétés. Il y a 20 ans, le Canada était l'un des chefs de file du monde industrialisé pour ce qui est du rapport entre le capital fixe et la production totale. En 1973, au moins un expert estimait que le Canada avait baissé au seizième rang sur 23 pays industrialisés à cet égard.

Un exemple frappant de l'indifférence du gouvernement à l'égard du problème apparaît dans la manière dont on a sous-estimé la question des stocks. En 1974, l'industrie canadienne a réalisé 4.3 milliards dollars en bénéfices sur les stocks et a payé un supplément d'impôt de 1.5 milliard de dollars qui n'aurait pas été payable, si les prix étaient restés stables. L'ensemble des impôts payés cette année était de 6.4 milliards de dollars, et les impôts sur la plus-value des stocks ont ajouté 20 p. 100 aux cotisations des entreprises. C'était évidemment une aubaine pour le gouvernement mais une hémorragie sérieuse sur les liquidités des sociétés. Il en résulte que les stocks représentent une proportion de plus en plus importante de l'actif courant et que les entreprises ont besoin de plus de liquidité pour en assurer le financement. L'inflation a également eu pour résultat d'augmenter le prix de nouvelles installations ou d'innovations et par conséquent d'en décourager les entreprises.

Le résultat de l'inflation sur la prise de décision dans le domaine des affaires au Canada, peut se résumer à quatre points essentiels. Premièrement, les risques que représentent des investissements consacrés à de nouveaux moyens de production ont augmenté du fait de la disparité entre les prix qui assurent la rentabilité des usines en activité et ceux qu'il faudrait exiger pour que les exploitations soient rentables. Cela n'incite guère à investir.

Deuxièmement l'illusion de prospérité créée par la sous-estimation des coûts aura pu encourager certaines entreprises à accepter des accords de salaire élevés et à prendre plus de risques en accumulant des stocks, ce qu'elles n'auraient pas fait autrement.

Troisièmement, le manque de liquidité a encouragé, au contraire, certaines entreprises à augmenter leurs prix plus qu'elles ne l'auraient fait autrement, afin de compenser les économies qu'elles n'ont pu réaliser par l'amortissement et qui ont été absorbées par l'impôt sur la plus-value des stocks.

● (1730)

Quatrièmement, l'ensemble des liquidités des sociétés a diminué, ce qui a pour résultat que les sociétés ont moins de souplesse pour relever de nouveaux défis. En termes

Politiques économiques

simples, la situation n'est pas saine et il est clair qu'il faut faire quelque chose.

Je n'ai pas l'intention, monsieur l'Orateur, de mener devant les députés présents une enquête personnelle sur la situation économique du Canada et je vais maintenant conclure mes observations par quelques idées sur ce qu'il faut faire, à mon avis, pour améliorer la situation.

Il faut d'abord encourager l'épargne en gagnant la bataille contre l'inflation et en diminuant les impôts. Cela ne sera possible qu'avec l'aide de tous les Canadiens qui doivent exiger moins de tous les niveaux de gouvernement. Trop de gens croient encore que ce que fait le gouvernement est gratuit.

Deuxièmement, il faut encourager les sociétés à épargner davantage. On y arrivera en améliorant les conditions qui favorisent le développement des bénéfices non répartis à l'intérieur de l'entreprise; on y arrivera aussi par des taux moins élevés d'impôt sur les sociétés, par de meilleures occasions de faire de véritables bénéfices et par l'acceptation de la part du fisc de techniques comptables plus réalistes pour le remplacement des biens.

En troisième lieu, le gouvernement doit épargner, et non pas dépenser, parce que s'il continue de prendre la meilleure partie des économies des particuliers et des entreprises, il ne fait que hausser le coût de l'argent des entreprises et empêcher sérieusement de nouveaux investissements.

En quatrième et dernier lieu, il faut encourager les investisseurs étrangers à placer une partie de leur avoir au Canada plutôt qu'à l'utiliser dans leur pays.

En conclusion, monsieur l'Orateur, je cite un extrait d'une excellente étude de Judith Maxwell publiée récemment par le C.D. Howe Research Institute et intitulée «Défis à notre société satisfaites»:

L'année 1976 sera une période de transition et d'ajustement. Les rajustements vraiment difficiles devront être effectués par les institutions—le gouvernement, les entreprises et la main-d'œuvre—pour s'adapter aux plus rudes conditions des dernières années 70. Le temps est maintenant venu de mettre fin aux confrontations et de se mettre au travail.

M. D. M. Collenette (York-Est): Monsieur l'Orateur, je ne savais pas si j'allais avoir la chance de prendre la parole cet après-midi, mais je suis persuadé que je peux occuper les cinq ou dix prochaines minutes, en faisant quelques observations sur cette motion très intéressante.

La motion à l'étude montre très bien comment l'opposition officielle cherche à tromper la population canadienne. Le député de York-Simcoe (M. Stevens) m'étonne vraiment par ses critiques se rapportant au climat économique mondial manifestement difficile dans lequel le Canada est forcé, depuis deux ans, d'agir.

M. Gillies: Les mêmes vieilles sornettes.

M. Collenette: Vieilles sornettes, si vous voulez, mais c'est ce qui nous a fait élire il y a deux ans. J'aimerais maintenant montrer, dans les prochaines minutes, avec l'autorisation des députés de l'autre côté, comment, malgré le climat général d'inflation et de récession qu'ont connu tous les pays industrialisés, le Canada a réussi à maintenir un climat économique relativement sain. Cette stabilité relative découle des politiques du gouvernement fédéral.

A maints égards, il semble que le député de York-Simcoe ignore totalement—et je ne veux pas être trop dur—une réalité économique essentielle de nos jours; c'est qu'il est impossible de dissocier les réalisations et le rendement économiques d'un pays de la situation économique d'autres pays, surtout des États-Unis, puisque 60 p. 100 de l'ensemble de nos échanges se font avec ce pays.